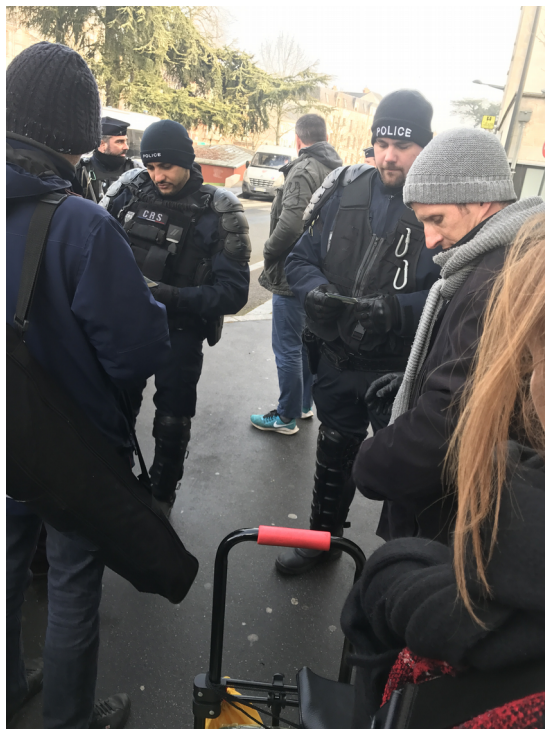


Un sous-ministre en visite à Chartres : Libertés en danger !

Ce jeudi 23 janvier, à Chartres, près d'une centaine de CRS et de policiers étaient déployés dans le quartier de l'ancienne préfecture (hôtel de Ligneris) à l'occasion de la venue du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur, M. Laurent Nunez.



Vers 11h15, des militants syndicaux CGT, Solidaires et FSU ont été contrôlés et empêchés de circuler à la sortie du local syndical des Cheminots, rue Charles-Brune. Cet incident est une atteinte très grave à nos libertés fondamentales de se déplacer, d'expression et aux libertés syndicales. Il témoigne d'une ambiance délétère et du sentiment d'insécurité dans lequel s'enferment les membres du gouvernement en refusant d'entendre les revendications des salarié-e-s mobilisé-e-s depuis le 5 décembre contre le projet de retraite à points.

La FSU 28 condamne cette pratique de "maintien de l'ordre" qui fait fi des libertés républicaines et démocratiques. Elle dénonce la stratégie du gouvernement qui tend à criminaliser la moindre action syndicale. Il est urgent de retirer le projet de retraite à points et d'ouvrir de véritables négociations pour améliorer les pensions de tou-te-s les retraité-e-s, d'aujourd'hui comme de demain !

Par un jeu de chat à la souris, les militants ont fini par rejoindre les avocats en colère place Jean-Moulin, d'où ils ont pu crier leur volonté de retrait de la réforme des retraites.